



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

Arrêté préfectoral

***portant levée de mise en demeure de respecter des prescriptions techniques
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)***

ANTARGAZ

760 avenue des ponts

16130 GIMEUX

Le préfet de la Charente

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement (CE), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 et L515-41;

Vu l'arrêté ministériel (AM) du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

Vu l'arrêté ministériel (AM) du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel (AM) du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral (AP) du 3 novembre 1969 autorisant l'exploitation d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés sur la commune de Gimeux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 10 décembre 2015 portant actualisation des prescriptions et révision quinquennale de l'étude de dangers concernant la société ANTARGAZ sise « La Dorederie » à Gimeux ;

Vu la dernière révision du plan d'opération interne (POI) du site mise à jour en août 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, accompagné du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courriel 13 mai 2025, faisant suite à la visite inopinée diligentée le 6 mai 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier, sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire, en date du 23 mai 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure, en date du 4 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 15 janvier 2026

Considérant que l'inspection du 15 janvier 2025 a permis de constater la réalisation des mises en conformités relatives au plan d'opérations internes (POI) , à l'information de l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier et à la disponibilité des moyens de lutte incendie-pomperie. Les justificatifs fournis permettent la levée de la mise en demeure ;

Considérant qu'un exercice POI a été simulé ainsi que le lancement du train d'appels informant les autorités d'un début de sinistre et que les administrations DREAL et SIDPC16 ont bien reçu l'appel précisant le déclenchement et la fin de l'exercice ;

Considérant le retrait de l'ancienne cuve de carburants enterrée et la réalisation programmée des investigations de sols prévues fin janvier 2026 ;

Considérant la demande de justificatifs d'évacuation de l'ancienne cuve de carburants vers une filière autorisée dans un délai d'un mois, accompagné du rapport des installations des sols tout en précisant les mesures de gestion d'une contamination ;

Sur proposition de Monsieur le préfet de la Charente ;

ARRÊTE

Article 1 – Levée de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral du 4 juin 2025 mettant en demeure la société ANTARGAZ, dont le siège social est situé 760 avenue des ponts à Gimeux, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Gimeux et peut y être consultée ;

- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Gimeux pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Exécution et notification

Le préfet de la Charente, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et la sous-préfète de Cognac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la commune de Gimeux.

Angoulême le

23 JAN. 2026

Pour le préfet,



Jérôme HARNOIS

